

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
27 mai 2020  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale**  
**Soixante-quatorzième session**  
Point 32 de l'ordre du jour  
**Conflits prolongés dans la région du Groupe**  
**GUAM et leurs incidences sur la paix et la sécurité**  
**internationales et sur le développement**

**Conseil de sécurité**  
**Soixante-quinzième année**

**Lettres identiques datées du 22 mai 2020, adressées  
au Secrétaire général et au Président du Conseil de  
sécurité par le Représentant permanent de la Géorgie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une déclaration du Ministère géorgien des affaires étrangères en date du 21 mai 2020 sur le processus illégal de transformation des lignes de démarcation administrative en véritables frontières que les forces d'occupation russes ont lancé le 21 mai à Mereti, un village de la municipalité de Gori contrôlé par le Gouvernement géorgien, ainsi que sur les provocations croissantes dont la Fédération de Russie s'est rendue coupable au cours des deux derniers mois (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 32 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(signé) Kaha **Imnadze**



**Annexe aux lettres identiques datées du 22 mai 2020  
adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil  
de sécurité par le Représentant permanent de la Géorgie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration du Ministère géorgien des affaires étrangères**

Le Ministère géorgien des affaires étrangères condamne fermement le processus illégal de transformation des lignes de démarcation administrative en véritables frontières que les forces d'occupation russes ont lancé le 21 mai à Mereti, un village de la municipalité de Gori contrôlé par le Gouvernement géorgien, ainsi que les provocations croissantes dont la Fédération de Russie s'est rendue coupable au cours des deux derniers mois.

Alors que le monde entier se mobilise pour lutter contre les graves conséquences de la pandémie mondiale de maladie à coronavirus (COVID-19), les forces d'occupation russes installent des clôtures de fil de fer barbelé, des panneaux matérialisant une prétendue frontière et creusent des tranchées soi-disant pare-feu en direction des deux régions géorgiennes occupées d'Abkhazie et de Tskhinvali/Ossétie du Sud. La semaine dernière seulement, des activités visant à transformer les lignes de démarcation administrative en frontières ont été menées simultanément dans les environs des villages suivants : Tseronisi, Knolevi, Takhtisdziri, Dvani, Koda, Chvrinisi et Atotsi, dans la municipalité de Kareli ; Pakhulani et Muzhava, dans la municipalité de Tsalenjikha ; Khurcha et Ganmukhuri, dans la municipalité de Zugdidi.

En outre, la Fédération de Russie a délibérément intensifié la guerre hybride qu'elle livre à la Géorgie, notamment en recourant à la propagande : elle ne cesse de répandre des mythes inventés de toutes pièces pour attaquer l'un des laboratoires du Centre national géorgien de contrôle des maladies et de santé publique, le Centre Richard Lugar, qui joue un rôle crucial dans la lutte contre la propagation de la maladie à coronavirus (COVID-19) dans le pays. Les accusations à première vue absurdes et comiques lancées par la Russie et son régime d'occupation à Tskhinvali, à savoir que le Gouvernement géorgien aurait artificiellement répandu la maladie à coronavirus dans la région occupée de Tskhinvali et prélevé des échantillons biologiques auprès des habitants de la région, ont en réalité pour objectif de miner la confiance que la population locale place dans le Gouvernement et de faire régner un chaos organisé sur le terrain. Nous insistons sur le fait que cette campagne de désinformation menée par la partie russe constitue une attaque manifeste contre la protection sanitaire de la population et contre la sécurité nationale de la Géorgie.

Les différentes provocations dont il est fait état ci-dessus s'inscrivent toutes dans le cadre de la politique destructrice délibérée que Moscou met en œuvre pour déstabiliser le pays en provoquant l'escalade du conflit sur le terrain et en usant de moyens de guerre hybride contre le Gouvernement géorgien.

Le Ministère géorgien des affaires étrangères appelle la Fédération de Russie à cesser immédiatement ses provocations et la guerre hybride qu'elle mène contre la Géorgie, à respecter ses obligations internationales, à commencer de mettre en œuvre l'accord de cessez-le-feu du 12 août 2008 négocié par l'Union européenne et à retirer ses forces d'occupation du territoire géorgien.

Le Ministre géorgien des affaires étrangères appelle la communauté internationale à évaluer comme il convient les actions destructrices lancées par la Russie et à prendre des mesures efficaces pour mettre fin aux attaques de plus en plus nombreuses que celle-ci livre contre la Géorgie.